



4 pages de rentrée CGT educ'action

jeudi 31 août 2017, par [matthias](#)

FACE AUX ATTAQUES DE CE GOUVERNEMENT CONTRE LES SALARIE-ES ET L'ÉDUCATION, SOYONS PRÊT-ES !

Sans surprise, le nouveau président Macron n'a pas l'intention de renoncer au passage en force sur la casse du Code du Travail, alors que l'abstention montre qu'il n'a pas de majorité sur ce projet...

Celui-ci, plus violent que la Loi travail I est le prolongement du démantèlement commencé par les gouvernements précédents contre les droits des salarié-es et des retraité-es. C'est la politique libérale prévue par le président revendiquée par le MEDEF au seul bénéfice des classes dirigeantes. La CGT dénonce le transfert d'une part des cotisations sociales vers la CSG, l'extension de l'inversion de la hiérarchie des normes, la suppression de 120.000 postes de fonctionnaires et le blocage de leurs salaires...



FACE AUX ATTAQUES DE CE GOUVERNEMENT CONTRE LES SALARIE-ES ET L'ÉDUCATION, SOYONS PRÊT-ES !

Sans surprise, le président Macron n'a pas l'intention de renoncer au passage en force sur la casse du Code du Travail, alors que l'abstention a montré qu'il n'avait pas de majorité sur ce projet.

Celui-ci, plus violent que la Loi travail I est le prolongement du démantèlement commencé par les gouvernements précédents contre les droits des salarié-es et des retraité-es. C'est la politique libérale prévue par le président revendiquée par le MEDEF au seul bénéfice des classes dirigeantes. La CGT dénonce le transfert d'une part des cotisations sociales vers la CSG, l'extension de l'inversion de la hiérarchie des normes, la suppression de 120.000 postes de fonctionnaires et le blocage de leurs salaires.

Dans l'Éducation nationale, la nomination du ministre Blaquier est synonyme de mauvais coups contre l'École et ses personnels. Son dernier passage à la tête de la DRESDO sous Sarkozy est tristement célèbre par sa politique de dégradation du cadre national et de suppression de 80 000 postes sur ce quinquennat.

Après avoir tenu la langue de bois pendant les élections législatives et tout d'un discours si vaillant maintenant, les actes sont inégaux pour l'École et les personnels. La CGT Educ'action ne s'y trompe pas : les méthodes, les décisions et les cadres remis au ministre sont idéologiquement marqués du sceau réactionnaire et libéral.

De plus, le dialogue social prévu par le Président et le ministre sont largement absents comme en témoignent les deux premiers textes (collège et rythmes scolaires) validés par le seul ministre, alors qu'ils étaient largement repoussés par les instances consultatives.

A l'Étère, comme pour les droits des salarié-es, nous savons que les vieilles recettes seront encore utilisées et aggravées pour satisfaire le MEDEF et le libéralisme, fragilisant ainsi une nouvelle fois les plus faibles.



La CGT et les salarié-es ont clairement refusé la loi travail I. Nous saurons combattre son aggravation par de la loi travail II et tous les projets de réforme qui cassent le cadre national de l'Éducation ou remettent en cause les conditions de travail des personnels.

La CGT dénonce la volonté du gouvernement de décider vite et de débiter sous les cadres nationaux en matière de droit du travail, de protection sociale, de conditions de travail et de rapport à notre employeur. Le Président cherche à individualiser le droit du travail pour isoler les salarié-es.

Tout au long du mois de mois de juin, la CGT a organisé meetings et rassemblements pour alerter sur les dangers des projets du gouvernement. Face à ces attaques, la CGT réaffirme que c'est collectivement que nous pourrions nous opposer.

Construisons le rapport de force interprofessionnel pour faire reculer Macron sur la nouvelle loi travail.

Dès la rentrée toutes & tous ensemble, en grève le mardi 12 septembre 2017.